

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Savoirs en crise

Jacques Fisette, Pierre Hamel, Gilbert Renaud, Céline Saint-Pierre et Ricardo Zúñiga

Numéro 15 (55), printemps 1986

Savoirs en crise

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034430ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034430ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Fisette, J., Hamel, P., Renaud, G., Saint-Pierre, C. & Zúñiga, R. (1986). Savoirs en crise. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (15), 3–5. <https://doi.org/10.7202/1034430ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

Savoirs en crise

Flottements, incertitudes, désarroi, vide, piétinements, voilà des qualificatifs plutôt moroses mais néanmoins souvent utilisés pour traduire le sentiment qu'éprouvent les chercheurs des sciences sociales confrontés au défi de s'ajuster aux nouvelles demandes ou même de les transgresser. Le post-modernisme a ses exigences ! Les systèmes de valeurs et les méthodes qui avaient permis de dénoncer à la fois les métaphysiques issues de la tradition judéo-chrétienne et l'idéologie élitiste et bourgeoise sont dorénavant mal vus dans la mesure où ils se trouvent associés à un certain positivisme. Bref, l'édifice du progressisme libérateur se fissure. Les mythes du progrès et de la rationalité que les sciences sociales ont largement contribué à promouvoir ne constituent plus une réponse adéquate aux insatisfactions sociales et ce même si des principes d'égalité et de justice y sont adjoints. En quelque sorte il apparaît que dans un contexte de crise où la question du sens ne compte plus, les savoirs des sciences sociales sont de moins en moins à même de nous aider à comprendre l'effritement ou l'éclatement des sociétés actuelles. Car, à y regarder de plus près, ce n'est pas uniquement la pertinence du discours scientifique ou encore l'efficacité des outils d'analyse qui posent problème mais, plus fondamentalement, c'est l'invalidation des référents et des codes qui permettaient auparavant de renouveler la cohésion sociale. Que se passe-t-il ?

Sans prétendre fournir tous les éléments qui sont nécessaires pour répondre à cette question, nous avons voulu apporter une contribution originale au débat en mettant l'accent sur la mise en cause de la légitimité des sciences sociales.

En quoi ont-elles de la difficulté à s'ajuster ? Comment l'expliquer ? Et, en contrepartie, ne peut-on pas définir de nouvelles perspectives ? Notre intention a été la suivante : éclairer les deux faces de la crise des savoirs, c'est-à-dire d'un côté le passé, le « vieux » qui s'agrippe et perdure à travers les institutions, les privilèges, les modèles dépassés mais toujours autorisés et, de l'autre, le présent, le « neuf » qui explore des modes d'expression novateurs, met de l'avant des formulations audacieuses, renoue avec des traditions ou des savoirs suspects – le sacré, l'imaginaire, le passionnel – pour sortir de l'impasse. Il s'est donc agi d'aborder cette crise par les deux bouts !



Savoirs en crise. D'emblée l'expression évoque une multitude de difficultés et de doutes. Dans un premier temps et vues de l'intérieur, ce sont les pratiques scientifiques qui, d'elles-mêmes, cherchent à se redéfinir. Elles empruntent alors soit la voie épistémologique – s'interrogeant sur les conditions actuelles de la connaissance et sur celles d'un renouvellement paradigmatique – soit la voie méthodologique. Dans ce cas, d'un côté on met l'accent sur les limites et les difficultés rencontrées lors des démarches usuelles et, de l'autre, on explore des démarches « alternatives », des méthodologies douces, plus qualitatives. La rupture avec le positivisme semble, à ce stade, irréversible.

Toutefois, la réflexion des chercheurs sur les sciences sociales et leur devenir n'a pas pour unique source la préoccupation d'améliorer leur compétence et leur performance personnelles. Elle les renvoie également aux pressions que l'environnement exerce sur les sciences sociales. Les connaissances, les modèles d'analyse, de même que les outils d'intervention qui en découlent, ne sont plus appropriés. Ils ne correspondent plus à un système de valeurs qui se restructure autour de thèmes tels que l'individualisme, le retour de la vie privée, la déréglementation, la privatisation... De surcroît, les conceptions utilitaristes dominent. Ce qui compte, c'est avant tout de fournir des réponses pratiques aux exigences d'intégration ou de contrôle social. La question du sens ou de la totalité n'est plus à l'ordre du jour.

Mais comment isoler l'un ou l'autre de ces aspects, d'autant plus que sont souvent menées de front l'autocritique et l'exploration d'une analyse et d'un discours différents dont la caractéristique majeure est peut-être l'ouverture (sur les savoirs non scientifiques, sur d'autres disciplines, sur l'imaginaire, etc...).

De ce fait, il devient difficile de regrouper des textes dont les propos évoluent sur plusieurs registres. Ainsi les quatre thèmes choisis pour présenter les articles de ce numéro ont-ils un caractère aléatoire. Ils ont cependant l'avantage d'identifier des niveaux de questionnement ayant une certaine spécificité dont les articles concernés rendent compte de manière prioritaire.

Avec le premier thème, *Les sciences sociales en crise*, c'est d'abord la question de la scientificité des sciences sociales qui est envisagée. Si cette question ne peut être posée indépendamment de celle du statut des chercheurs, elle débouche aussi sur des interrogations épistémologiques relatives aux rationalités qui, jusqu'à maintenant, ont fondé les pratiques de recherche en sciences sociales. Ces interrogations sont menées d'un double point de vue, c'est-à-dire d'un point de vue interne, à partir des catégories du discours scientifique, et d'un point de vue externe, en référence aux « nouveaux terrains » d'expérimentation et de connaissance.

C'est d'ailleurs cette réflexion que poursuivent les articles regroupés à l'intérieur du deuxième thème, *Connaissance et action : de nouvelles incertitudes*. Deux champs d'intervention servent ici d'exemple, la planification et le travail social. Comment s'exprime la



crise du savoir dans ces secteurs ? Peut-on parler de nouvelles pratiques ? Peut-on parler d'une nouvelle légitimité des savoirs et des pratiques ?

L'importance du troisième thème, *Savoirs scientifiques et pouvoirs*, est loin d'être récente. Depuis les débuts de l'industrialisation, le rôle des connaissances scientifiques a été crucial. Du même coup étaient posés le problème de l'engagement des chercheurs, celui de leur conscience sociale et politique et, plus largement, celui de l'utilisation, voire de la subordination, des sciences et des scientifiques aux pouvoirs institués. Mais cette question, compte tenu des conjonctures nationales et compte tenu aussi d'une complexité grandissante des connaissances d'une part, et des mécanismes de pouvoirs d'autre part, se pose aujourd'hui dans des termes différents.

Par ailleurs, parler des savoirs en crise ne consiste pas uniquement, comme on l'a déjà souligné, à faire le diagnostic des impasses et des blocages. C'est aussi explorer des approches qui sont plus perméables à la complexité du réel et plus ouvertes à la primauté du réel – et de la vie quotidienne – sur la pensée. Les articles du dernier thème – *L'éclatement des modes de connaissance* – placent cette préoccupation au coeur de leur démarche.

Enfin, en rassemblant les articles de ce numéro selon quatre thèmes, notre intention n'était pas d'estomper le pluralisme qui caractérise en ce moment les réflexions que les chercheurs des sciences sociales poursuivent sur les conditions de leurs pratiques. Bien au contraire, nous tenons à rappeler que le débat auquel participent les auteurs de ce numéro est engagé à partir d'une multitude de points de vue. Mentionnons également qu'il ne s'agit pas d'un débat à huis clos, pour chercheurs seulement. Ce questionnement n'a de sens qu'en autant qu'il rejoint les préoccupations des acteurs du champ social, car c'est seulement à cette condition que les *Savoirs en Crise* seront en mesure de contribuer à la définition d'une socialité différente.

J. Fisette, P. Hamel, G. Renaud,
C. Saint-Pierre et R. Zúñiga